



AFRIQUE/KENYA - 42 agents de police assassinés, preuve de la diffusion des armes et source de préoccupation dans la perspective des prochaines élections

Nairobi (Agence Fides) – Le dernier bilan du massacre intervenu le 10 novembre à Baragoi, dans le nord du Kenya est de 42 morts parmi les forces de police. La localité était depuis longtemps le théâtre de vols de bétail massifs et récurrents de la part de groupes de bergers Samburu et Turkana, vols qui s'étaient accompagnés de dizaines de morts.

« La police était intervenue en force, avec plus de 100 hommes, afin de chercher à rétablir l'ordre dans la zone et de récupérer le bétail volé pour empêcher que les vols massifs ne provoquent un autre bain de sang comme cela s'était produit voici deux mois dans le District du Fleuve Tana, où plus de 100 personnes avaient été tuées (voir Fides 13/09/2012) » déclare à l'Agence Fides une source de l'Eglise locale demandant à conserver l'anonymat pour raisons de sécurité. Les agents de police se sont cependant trouvés face à des bandits mieux armés qu'eux qui leur ont tendu une embuscade, les massacrant ».

« Cet épisode est alarmant parce que, l'an prochain, les élections parlementaires auront lieu au Kenya. Il est à craindre que les violences post-électorales de 2007-2008, qui provoquèrent des milliers de morts, se reproduisent » affirme la source de Fides. Dans le pays, on parle depuis longtemps de réseaux terroristes qui importent actuellement de grandes quantités d'armes de Somalie et d'autres pays voisins afin de provoquer des violences à l'occasion des élections, violences qui auraient des conséquences plus graves encore que les précédentes. Au cours des affrontements de 2007-2008, ce sont des flèches et des lances qui avaient été utilisées alors que maintenant, on craint le recours aux fusils d'assaut et aux bombes ».

Cette alarme ne semble toutefois pas être accueillie avec une attention suffisante par les autorités et ce même après le massacre de dizaines d'agents de police parce que, ainsi que l'explique notre source, « nous sommes déjà en campagne électorale. Les hommes politiques et la presse n'ont pas accordé une grande importance au massacre des agents de police parce que cela mettrait en avant la faiblesse de l'Etat ». (L.M.) (Agence Fides 13/11/2012)